

7 Janvier 2025

L'axe stratégique Russie- Corée du Nord : une évaluation

Valérie NIQUET



www.frstrategie.org
01.43.13.77.77
contact@frstrategie.org

Siret 394 095 533 00060
TVA FR74 394 095 533
Code APE 7220Z

Valérie Niquet est maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique et directrice du Programme Japon.

Fondation pour la recherche stratégique (FRS)

55 rue Raspail 92300 Levallois-Perret
Fondation reconnue d'utilité publique par décret du 26 février 1993
Directeur de la publication : Bruno Racine

ISSN : 2273 - 4644
© FRS 2025 — tous droits réservés

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article L.122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration sous réserve de préciser le nom et la qualité de l'auteur et la source de la citation, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1^{er} de l'article L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Sommaire

Un partenariat stratégique en action...	1
... répondant à divers objectifs	2
Une aide économique cruciale	2
Un soutien militaire renforcé	2
L'impact diplomatique de l'engagement nord-coréen aux côtés de la Russie	3
Les bénéfices stratégiques pour la Chine	3
Les limites de la coopération russo-nord-coréenne	4
Des risques accrus pour la stabilité stratégique régionale	4
Une inquiétude immédiate pour le Japon	5

Le 23 octobre 2024, lors du premier sommet des ministres de la Défense des pays du G7, le Secrétaire d'État à la Défense, Lloyd Austin, a confirmé que la Corée du Nord se préparait à envoyer plusieurs milliers de soldats en Russie*. D'après le ministère sud-coréen de la Défense, 3 000 soldats nord-coréens seraient déjà présents sur le territoire russe¹. Cet envoi de troupes représente une étape supplémentaire dans la coopération militaire entre Moscou et Pyongyang, laquelle a été officialisée par la signature d'un partenariat stratégique au cours de la visite de Vladimir Poutine en Corée du Nord en juin 2024. Ce tournant dans les relations bilatérales s'accompagne d'une intensification des tirs de missiles par la Corée du Nord à l'approche des élections présidentielles aux États-Unis. En particulier, le 30 octobre 2024, la Corée du Nord a procédé à l'essai d'un missile intercontinental, le premier depuis décembre 2023². Ce missile à carburant solide, qui a parcouru une distance de 7 000 kilomètres – supérieure à celle des tirs précédents –, pourrait indiquer un renforcement de la coopération technologique avec la Russie, impliquant un progrès significatif en matière de motorisation³.

Un partenariat stratégique en action...

Depuis 2022, la Corée du Nord a fourni une aide matérielle importante à la Russie, lui permettant dans un premier temps de combler les manques de l'industrie russe de défense. Pyongyang aurait fourni près de trois millions d'obus et plusieurs dizaines de missiles balistiques à la Russie transportés depuis le port de Rason en Corée du Nord⁴. La France, comme le Japon, a dénoncé l'utilisation de ces missiles contre l'Ukraine aux côtés de 47 autres pays. Au mois de juin 2024, Vladimir Poutine s'est rendu en Corée du Nord où un partenariat stratégique comportant une clause d'assistance mutuelle a été signé⁵. Le traité prévoit que « en cas de guerre résultant d'une invasion armée, les deux parties offriront une assistance mutuelle militaire ou d'autre type »⁶. Ce cadre pourrait justifier l'envoi de forces coréennes d'appoint dans la région de Kursk ou dans les territoires ukrainiens occupés par la Russie.

La coopération pourrait également s'étendre au domaine spatial. Le directeur de l'agence spatiale russe faisait partie de la délégation accompagnant Vladimir Poutine en Corée et Pyongyang pourrait être intéressé par le développement d'un système de surveillance spatial sous l'égide de la Russie.

* On pourra également, sur le même sujet, visionner le webinaire *Evaluation of the Russia-North Korea strategic axis and consequences for Japan and France*, organisé par la FRS le 25 octobre 2024, avec les interventions du Dr. Isabelle Facon et du Dr. Narushige Michishita (en replay [ici](#)).

¹ Jim Garamone, « Austin Confirms North Korea has Sent Troops to Russia », [U.S. Department of Defense](#), 23 octobre 2024.

² Hyung-Jin Kim, Kim Tong-Hyung, Mari Yamaguchi, « North Korea's long-range missile test signals its improved, potential capability to attack US », [AP](#), 9 novembre 2024.

³ Lee Choon-Geun, Research Fellow at the South Korea Science and Technology Policy Institute, cité in *Ibid*.

⁴ Hiroyuki Akita, « China and North Korea boost Russian military ties to uncharted levels », [NIKKEI Asia](#), 19 octobre 2024.

⁵ « Comprehensive Strategic Partnership Treaty Between Russia and the DPRK », 19 juin 2024. Le Traité a été promulgué par Vladimir Poutine le 9 novembre 2024.

⁶ *Idem*.

Une aide économique cruciale

Plusieurs ministres en charge de l'économie faisaient partie de la délégation russe en visite à Pyongyang en juin 2024. Pour la Corée du Nord, le soutien à la Russie revêt un intérêt économique crucial, surtout pour un pays toujours soumis aux sanctions internationales. Cette assistance comprendrait l'approvisionnement en énergie, notamment en charbon – essentiel à l'approche de l'hiver –, en pétrole, indispensable au bon fonctionnement des forces armées, ainsi qu'en produits alimentaires, qui continuent de manquer. La Russie aurait également accepté de transférer à la Corée du Nord 9 millions de dollars en devises, sur un total de 30 millions de dollars gelés dans les banques russes⁷. Ces éléments – énergie, nourriture et devises étrangères – sont vitaux pour la survie du régime nord-coréen.

Un soutien militaire renforcé

Un soutien militaire accru à la Corée du Nord constitue également un volet important des échanges entre Moscou et Pyongyang. Cette coopération permet à la Corée du Nord de tester ses capacités militaires en situation de guerre, en particulier dans le domaine balistique, et d'améliorer les performances de ses missiles, qui semblent encore limités en termes de précision. En apportant un soutien militaire à la Corée du Nord, la Russie renforce sa capacité à mener et potentiellement remporter un conflit dans l'éventualité d'une offensive contre la Corée du Sud. La participation de soldats et d'officiers nord-coréens aux combats en Ukraine offre également au régime l'opportunité d'évaluer les compétences opérationnelles de ses troupes, qui n'ont plus combattu depuis la fin de la guerre de Corée en 1953.

Les informations restent cependant divergentes concernant le degré d'intégration des troupes et officiers nord-coréens et leur niveau d'autonomie opérationnelle. D'après certaines sources nord-coréennes, six officiers auraient été tués dans une zone sous contrôle russe, à l'est de l'Ukraine⁸.

Pour le Japon et ses partenaires, une question essentielle réside dans l'ampleur et la nature de l'aide que la Russie pourrait fournir à la Corée du Nord sur le développement de son programme balistique et nucléaire, ce qui pourrait l'accélérer et renforcer sa crédibilité. Contrairement à la Russie, la Corée du Nord n'a jamais effectué d'essai nucléaire atmosphérique, et Moscou pourrait transmettre à Pyongyang des informations précieuses à ce sujet. Cette assistance pourrait également concerner les capacités de ciblage des missiles, voire la production d'armes nucléaires tactiques et de torpilles dotées d'une charge nucléaire.

⁷ « Russian Bank Released \$9M in Frozen North Korean Assets – NYT », *The Moscow Times*, 6 février 2024.

⁸ Hiroyuki Akita, *op. cit.*

La position de la Russie sur la question nucléaire nord-coréenne a en effet connu une évolution significative. Après avoir longtemps soutenu, au Conseil de sécurité, les résolutions visant à sanctionner la Corée du Nord, Moscou a opposé, en mars 2024, son veto au renouvellement du mandat du groupe d'experts chargé de surveiller l'application des sanctions prévues par la résolution 1718. En juin 2024, lors de sa visite à Pyongyang, Vladimir Poutine a également plaidé en faveur d'une révision du régime de sanctions imposé par le Conseil de sécurité, y compris celles visant la Corée du Nord.

L'impact diplomatique de l'engagement nord-coréen aux côtés de la Russie

L'implication de la Corée du Nord aux côtés de la Russie dans le conflit en Ukraine consolide sa position diplomatique sur la scène internationale. Le rapprochement entre Moscou et Pyongyang accroît également la marge de manœuvre et le potentiel de pression de la Corée du Nord vis-à-vis de la Russie, du Japon, ainsi que de la Chine. Pyongyang cherche ainsi à retrouver une position stratégique comparable à celle qu'elle occupait avant la chute de l'URSS, lorsque le conflit sino-soviétique permettait un jeu triangulaire plus favorable aux intérêts nord-coréens.

Ainsi, le déplacement de Vladimir Poutine à Pyongyang, ainsi que sa visite au Vietnam, n'ont probablement pas satisfait Pékin, qui privilégie des relations massivement asymétriques, où la République populaire de Chine occupe une position dominante. Il est par ailleurs douteux que la Russie ou la Corée du Nord aient informé le Parti communiste chinois de l'envoi de troupes nord-coréennes en Russie. Bien que la Chine entretienne un « partenariat sans limites » avec la Russie et soit liée à la Corée du Nord par un traité militaire, les intérêts de ces trois acteurs divergent, notamment en ce qui concerne la péninsule coréenne. Si la RPC n'est pas prête à abandonner son allié nord-coréen, qui constitue un État-tampon face à la Corée du Sud et à la présence américaine, Pékin est défavorable à tout ce qui pourrait encourager les dirigeants nord-coréens à l'escalade dans la péninsule. Confrontée à des difficultés économiques croissantes, et à l'élection d'un président américain imprévisible, la RPC recherche avant tout l'absence de tensions non maîtrisées dans son environnement immédiat.

Les bénéfices stratégiques pour la Chine

Dans le même temps, la Chine pourrait voir d'un bon œil la prolongation du conflit en Ukraine, que la participation accrue des forces nord-coréennes pourrait favoriser si celles-ci devenaient plus nombreuses. Cette guerre accentue la pression sur l'Europe et contribue à diviser les alliés, surtout avec le retour au pouvoir de Donald Trump. Elle pourrait également détourner l'attention des Européens de la question de Taïwan et de la stabilité dans le détroit, bien que le Japon insiste régulièrement sur l'existence d'un lien direct, en raison de cette coopération renforcée avec Moscou, entre la guerre en Ukraine et un risque potentiel de conflit en Asie.

Un autre avantage de la continuation de la guerre en Ukraine pour Pékin réside dans l'affaiblissement de la Russie à mesure que le conflit se prolonge, rendant ainsi le partenariat sino-russe sans limites toujours plus asymétrique en faveur de la Chine.

Les limites de la coopération russo-nord-coréenne

Plusieurs facteurs pourraient toutefois peser sur la poursuite de l'engagement de la Corée du Nord aux côtés de la Russie. L'envoi de troupes, dont la supposée qualité d'élite reste à prouver, pourrait au contraire révéler des faiblesses dans la préparation au combat des forces nord-coréennes. Si cet engagement implique une réelle participation aux combats, il offrirait à la Corée du Sud l'occasion d'analyser et de mieux comprendre les modes d'action des forces nord-coréennes, notamment le rôle des commissaires politiques et des officiers, surtout si ces troupes bénéficient d'une autonomie opérationnelle — ce qui reste incertain.

Par ailleurs, la Corée du Sud pourrait saisir cette occasion pour mener des opérations de guerre psychologique à l'encontre des soldats nord-coréens, dont la plupart n'ont aucune expérience du combat. Leur motivation pourrait être sujette à caution, et l'épreuve du feu pourrait engendrer un choc psychologique, favorisant ainsi des défections.

Des risques accrus pour la stabilité stratégique régionale

Si l'entrée de troupes nord-coréennes ne signe sans doute pas une internationalisation massive de la guerre en Ukraine, cette escalade peut avoir des conséquences sur la stabilité stratégique en Asie, dont le maintien constitue une préoccupation commune pour le Japon et la France.

Forte de sa nouvelle expérience du combat, la Corée du Nord pourrait se montrer plus agressive, multipliant les provocations contre la Corée du Sud, au risque d'un dérapage⁹.

La question de la prolifération des armes de destructions massive est également posée. Selon des sources sud-coréennes, la Corée du Nord aurait achevé les préparatifs pour procéder à un nouvel essai nucléaire, qui pourrait toutefois attendre l'« intronisation » du nouveau président américain Donald Trump et une évaluation de l'évolution des relations entre Pyongyang et Washington sous la nouvelle administration, la Corée du Nord n'étant en tout état de cause pas prête à abandonner sa capacité nucléaire acquise¹⁰.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Hyung-Jin Kim, Kim Tong-Hyung, Mari Yamaguchi, *op. cit.*

Une inquiétude immédiate pour le Japon

Le renforcement des capacités nord-coréennes et la menace potentielle d'un conflit dans la péninsule réveille au Japon la crainte d'un conflit sur deux fronts, l'autre front étant le détroit de Taiwan, auquel l'alliance nippo-américaine devrait faire face. Face à cette possibilité de deux théâtres d'opérations intégrés en Asie, la réponse pour Tokyo ne peut être que le renforcement de cette alliance, ainsi que celui de ses propres capacités de défense, avec notamment l'acquisition de capacités de frappe à longue portée censées avoir un effet dissuasif. Au lendemain de l'élection de Donald Trump, le Premier ministre japonais Ishiba a immédiatement réaffirmé le caractère central de l'alliance nippo-américaine, pierre angulaire de la sécurité en Asie. A l'occasion du sommet de l'APEC (Asia Pacific Economic Cooperation) qui s'est tenu à Lima au mois de novembre 2024, le Premier ministre Ishiba, le Président Yoon et le président Biden ont réaffirmé l'importance stratégique, dans la durée, de la coopération trilatérale entre le Japon, la Corée du sud et les États-Unis. Les trois alliés ont rappelé que les enjeux de sécurité européens et asiatiques, avec l'envoi de troupes nord-coréennes en Russie, étaient de plus en plus indissociables.

Toutefois, en Asie comme en Europe, sur la péninsule coréenne comme en Ukraine, la principale interrogation porte – pour le moment sans réponse – sur les choix qu'effectuera la nouvelle administration Trump en matière de défense et de sécurité. La Corée du Nord, contrairement aux attentes, pourrait se satisfaire de l'élection d'un président qui avait accepté de rencontrer le *leader* nord-coréen, même si la rencontre n'avait débouché sur aucune avancée en matière de prolifération nucléaire¹¹.

Par ailleurs, en soutenant éventuellement un accord sur l'Ukraine prenant en compte les exigences de Moscou, les États-Unis pourraient offrir de nouvelles marges de manœuvre à la Russie, qui serait alors moins dépendante de la Chine et – dans une moindre mesure – du « Sud global ». On peut alors s'interroger sur un éventuel retour à une relation moins tendue avec le Japon, également préoccupé par la montée en puissance de la Chine et par la volonté de gérer au mieux la question des territoires du nord (Kouriles).

¹¹ Hiroshi Minegishi, « What does North Korea have in store for the next US president? », *NIKKEI Asia*, 18 août 2024.